

de paralyser complètement l'Union soviétique et de donner aux États-Unis la haute main sur l'économie mondiale.

Le 5 octobre, à la Commission des questions politiques, le général A. G. L. McNaughton (Canada) déclara que les trois rapports de la Commission de l'énergie atomique définissaient des principes fondamentaux. Ceux-ci étaient assez souples pour s'adapter aux détails qu'on arrêterait ultérieurement.

#### Commentaires du général McNaughton

Le général McNaughton analysa de la façon suivante la proposition soviétique: « Si les mots employés dans cette résolution ont bien leur sens ordinaire, la proposition soviétique tend à la rédaction de deux conventions simultanées, l'une recommandant la prohibition de l'emploi de l'énergie atomique pour fins militaires et l'autre exposant les méthodes de contrôle selon lesquelles seraient définies et mises en œuvre l'organisation, les fonctions et les attributions de l'organisme international requis pour donner aux peuples l'assurance formelle que les redoutables forces de l'énergie atomique ne seront pas utilisées contre eux mais pour les seules fins de la paix. Si le représentant soviétique, donc, peut nous convaincre que c'est bien là ce qu'il entend, le choix entre une convention double et une convention unique ne poserait qu'un problème de rédaction facile à résoudre.

« Le point est d'une telle importance qu'à mon tour, je poserai au représentant soviétique une simple question. Sa résolution veut-elle dire que les propositions renfermées dans les trois rapports de la Commission de l'énergie atomique formeront la base des deux conventions qu'il suggère? S'il répond «non» à ma question, c'est donc qu'à son avis, il faudrait laisser de côté un travail de deux ans

et demi et refaire tout le chemin parcouru dans le vain espoir qu'en ce qui concerne les points sur lesquels nous n'avons pu obtenir l'assentiment de l'Union soviétique, nous pourrions désormais réaliser cet accord si souhaité et atteindre ce but sans sacrifier les principes définis et jugés essentiels après de longs débats. »

#### Le point de vue de l'Australie

Le colonel W. R. Hodgson (Australie) déclare qu'il ne faut pas rendre impossible tout arrangement. Les conséquences d'un désaccord sont trop terrifiantes pour l'humanité. Le colonel Hodgson reconnaît toutes les difficultés qui contrarient les efforts tentés par les pays occidentaux pour s'entendre avec les Russes. « Mais nous ne devons pas désespérer ajoute le colonel Hodgson. La proposition du Canada semble négative en ce sens qu'elle clôt le débat. Elle devrait au contraire charger la Commission de l'énergie atomique de reprendre ses recherches en vue de trouver un terrain d'entente. »

M. Vladimir Clementis (Tchécoslovaquie) dit que la Tchécoslovaquie ne cédera jamais ses gisements d'uranium à une autorité internationale. « Il existe, précise-t-il, sept mines d'uranium dans le Nord-Ouest de la Tchécoslovaquie. » La Russie a la haute main sur ces mines depuis 1945, aux termes d'une concession exclusive qui dénie aux Tchèques le droit d'y pénétrer.

#### Accusation de la Pologne

Un conflit violent entre M. McNeil, ministre d'État du Royaume-Uni, et M. Julius Katz-Suchy (Pologne) marqua, le 6 octobre, la suite du débat. M. Katz-Suchy prétendit que les États-Unis préparaient une guerre-éclair atomique dans laquelle seraient employées des bombes plus grosses et plus effectives. M. McNeil déclara que la raison pour laquelle le Royau-